



DÉCLARATION LIMINAIRE

CSAL DU 31/03/2026

Madame la Présidente,

En ce mardi 31 mars 2026, vous convoquez les représentants du personnel sur la situation des emplois à la DDFIP 87. Ce point est inscrit à l'ordre du jour pour simple information, comme si la question de l'emploi était devenue un sujet accessoire, que l'on évacue manu militari, alors qu'elle est au cœur de toutes nos problématiques.

La DGFIP subit de plein fouet les suppressions d'emplois successives, une hémorragie discontinue où les agents sont considérés comme de vulgaires variables d'ajustement : Plus de 31 000 suppressions d'Emplois Temps Plein (ETP) entre 2008 et 2024, 550 en 2025 et de nouveau 550 en 2026. Pour la DDFIP 87, c'est plus de 180 emplois en moins entre 2011 et 2024, soit plus d'un agent sur 4 rayés d'un simple coup de crayon. Alors est née une coutume, celle du CSAL Emplois, qui vise à détruire les emplois tout en se gargarisant des « gains de productivité ».

Le cocktail détonnant se traduit par une sur-évaluation des gains de productivité et une sous-évaluation des moyens humains et matériels, des charges de travail.

Le fier bateau DGFIP est en train de couler et le commandant de bord et ses collaborateurs regardent ailleurs. Les agents écopent , encore et toujours ; un lourd labeur pèse sur leurs épaules, et ils tentent d'éviter le non-sens administratif voire l'impasse tel Chaplin dans « Les temps modernes », la perte de sens au travail semblant inéluctable. Mal-être, souffrance au travail, cruel manque de reconnaissance sont autant de maux auxquels ils sont confrontés. Les tempêtes et les bourrasques sont nombreuses : le fiasco GMBI, Ocapa et la Taxe d'Urbanisme plus proches, au choix, du tonneau des Danaïdes ou de la quatrième dimension, le black-out Hélios, des applications informatiques défaillantes de plus en plus souvent et de plus en plus longtemps. Malheureusement la liste est trop longue et chacun de nos collègues aura tous loisirs de se reconnaître. La réalité des services n'est pas un tour de magie, elle vous frappe de sa vérité crue. Et ce n'est pas le nouveau référentiel en ETP, trompe l'œil grossier, qui dupera les agents. Sa méthode repose sur un tour de passe-passe. Au mieux vous serez sur une évaluation au doigt mouillé, au pire sur une incantation faisant croire à des emplois magiques.

Pour 2026, vous allez sans doute faire de l'auto-satisfaction. Sachez qu'elle n'a pas la vertu de panser les plaies des agents. Prenez la Trésorerie des Hôpitaux de la Haute-Vienne, par exemple. À la lecture de vos documents la vie est belle, +3. La réalité les agents la connaissent, et vous feigniez de l'ignorer. Les transferts en ETP sont sous-évalués, induisant une charge de travail pesante et une dégradation manifeste des conditions de travail. Un autre exemple, le SIP de Limoges, sur le TAGERFIP 58 ETP en 2023, sur le sous TAGERFIP 51ETP en 2026, soit à minima 12 % des effectifs en moins...

Les Risques Psychos-Sociaux (RPS) sont une épée de Damoclès. A cela s'ajoute ici ou là un management délétère voire toxique... En 2025, la DGFIP a battu un triste record en termes de suicides et de tentatives de suicides.

Oui la maison DGFIP ne tient que sur un ciment, celui de la conscience professionnelle et de la résilience des agents de la DGFIP.

Lors de vos visites dans les services, Madame la Directrice, vous rappelez aux agents de la DGFIP 87, tel un mantra, que les suppressions d'emplois sont inévitables. Vous savez qu'ils n'entendent que les mots suivants : continuez à souffrir, l'État employeur se désengage. Ils auront peut-être droit aux beaux discours, à défaut vous pourrez leur servir le ressenti directionnel issu de l'observatoire interne.

Les agents sont impactés dans leur vie professionnelle et par contre-coup personnelle. Quant aux usagers, le NRP a créé une fracture numérique, territoriale, économique et sociale. La défenseure des droits l'a écrit et déclaré à plusieurs reprises, il faut plus d'humain. C'est cela que vous nous garantissait avec le NRP 2 ? Plus de souffrance, plus d'inégalités et encore moins d'humain ?

Solidaires Finances Publiques 87 et la CGT Finances Publiques 87 sont attachés au service public et à représenter les agentes et les agents qui le rendent au quotidien. Ils méritent plus de considération dans les politiques qui sont menées. Nos organisations syndicales ne siégeront pas ce jour pour cautionner une mascarade à la ritournelle bien connue.

Nous réaffirmons avec force les revendications suivantes :

- l'arrêt des suppressions d'emplois,**
- des recrutements d'agents titulaires à hauteur des besoins des services,**
- un service public de pleine compétence et de proximité,**
- une véritable transparence concernant les effectifs,**
- une revalorisation salariale.**